



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRÊTÉ

Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02423P0086
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°23-010 du 18 janvier 2023 portant délégation de signature de la préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02423P0086 relative à la réalisation d'un forage d'irrigation à Villemaury reçue (complète) le 16 mai 2023 ;

VU la décision tacite, née le 21 juin 2023, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé du 2 juin 2023 ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste en la création d'un forage destiné à l'irrigation agricole à proximité du bourg de Lutz-en-Dunois, sur la commune de Villemaury (28), d'une profondeur maximale de 70 m pour permettre le prélèvement de 131 000 m³ d'eau par an à un débit maximal de 120 m³ par heure dans la craie séno-turonienne ;

CONSIDÉRANT que le projet relève notamment de la rubrique 27°a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet permettra l'irrigation de 67 ha de cultures ;

CONSIDÉRANT que le projet est situé à environ 300 m du captage d'eau destiné à la consommation humaine de Lutz-en-Dunois ;

CONSIDÉRANT que le captage précité constitue une ressource stratégique pour la distribution d'eau potable du secteur et apparaît sensible vis-à-vis du projet en raison notamment :

- du risque de pollution de la nappe en phase travaux,
- des risques d'impacts quantitatifs et qualitatifs en phase d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que le prélèvement associé est soumis à la procédure au titre de la loi sur l'eau, laquelle permettra ainsi de s'assurer la prise en compte des impacts potentiels susmentionnés sur les eaux souterraines et les milieux aquatiques ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet de création d'un forage d'exploitation pour les besoins en eau de cultures à Villemaury (28) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine autres que celles qui seront étudiées dans le cadre de la procédure sus-visée,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : La décision tacite, née le 21 juin 2023, soumettant à évaluation environnementale la réalisation d'un forage d'irrigation à Villemaury est annulée.

ARTICLE 2 : La réalisation d'un forage d'irrigation à Villemaury n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

ARTICLE 4 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le
Pour la Préfète de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

Le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;

Le recours contentieux doit être adressé au : **Tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet :
www.telerecours.fr